

« Révolution de Jasmin », fourrier du Marché Intérieur !

« C'est tout notre pays, le Congo na biso, qu'il nous faut reconstruire tous ensemble pour l'avenir, depuis ses institutions, son économie par le marché intérieur, jusqu'à son tissu social. J'appelle le PCT et les autres forces politiques d'être parties prenantes dans cette formidable et merveilleuse aventure qu'est le CHANGEMENT. A méditer le mot de Marx qui, en substance, disait que lorsque l'Histoire se répète, c'est le plus souvent quand un avènement naît dans le drame, il se reproduit le plus souvent dans la farce ! »



Modeste Boukadia

Tout le monde a été surpris par l'ampleur de ce qui est convenu d'appeler la « révolution de Jasmin » dont l'origine est un geste désespéré du jeune étudiant, Mohamed BOUAZIZI. Après de brillantes études, le "chemin d'avenir" que le gouvernement tunisien lui offrait était « *vendeur de fruits et légumes à Sidi Bouazid* ». Ecrasé et humilié par une Police aux ordres d'une administration peu disposée à la bonne gouvernance, il s'est sacrifié par le feu. C'est la naissance de la révolution tunisienne le 14 janvier 2011 et le début du « printemps arabe » qui a emporté les régimes des présidents tunisien et égyptien, Ben Ali et Hosni Moubarak ; les effets collatéraux ont eu raison du président de la Côte-d'Ivoire, Laurent Gbagbo. Cependant, d'autres pays arabes sont sur la liste d'attente... En Afrique Noire, le tsunami arabe a donné une première semonce à l'Angola le 7 mars dernier ; le Burkina Faso est dans le cyclone, le président camerounais a appliqué le principe de précaution... Pendant ce temps, au cours d'une conférence de presse à Radio France Internationale (RFI), le 9 mars 2011, le tout frais émoulu président de la Guinée élu démocratiquement, Alpha Condé, déclare en substance « *ce n'est pas un printemps arabe, c'est le vent du changement qui doit toucher toute l'Afrique y compris l'Afrique subsaharienne afin qu'elle devienne le partenaire que le monde attend. Tous les présidents africains ne sont pas à l'abri de ce vent du changement ; le vent de changement doit aussi toucher l'Union Africaine pour qu'elle fonctionne normalement* ».

Les lecteurs de *Matalana (Le temps de l'Afrique* N°13 de septembre 2008) et *Le Réveil des Consciences* (N°15 du 23 juin 2008) n'ont pas du être surpris car, dans l'article "Comprendre la sorcellerie des Blancs", rédigé en mai 2008 avant la crise financière intra bancaire multi nationale, non entre Nations, qui a induit la récession économique mondiale, nous écrivions : « *le développement, ce n'est pas étendre la paupérisation, mais éradiquer celle des autres. Le vrai problème de l'Afrique réside dans l'ignorance pragmatique. Une ignorance entretenue par une certaine élite qui se voudrait seulement intellectuelle, qui n'a pas de mains pour susciter par elle-même sa propre production et son marché intérieur. Cette situation favorise cette élite à être la seule avec les "Blancs" au rendez-vous, non pour résoudre les problèmes soulevés par René-Charbonneau-Bauchar, mais au contraire pour entretenir la démocratie qui permet de transgresser les lois* » ; en soi, une élite transgressant les lois par le dérèglement, ce qui est la définition de « mafias » qui ne comprennent pas « le système des revenus différés ».

L'enjeu majeur de l'Afrique

Nous disions que l'enjeu majeur de l'Afrique d'aujourd'hui est de prendre conscience que sa vraie force résidera dans les populations formées tant aux technologies déjà connues en tout genre qu'aux nouvelles technologies d'information et de communication, sans que celles-ci ne deviennent un nouveau moyen d'asservissement intellectuel des Africains (et pas seulement d'eux) lesquels oublieraient la proie pour son ombre, plus intéressés à la nouveauté ludique qu'à l'efficacité créatrice autonome qui est l'apanage des hommes libres, voire encore devenir seulement un moyen de rassemblement et de réorganisation salvatrice des peuples par toutes les contestations en vue des changements d'orientation salutaire. Ce n'est qu'à ce moment-là, véritablement, que notre continent, sera un partenaire à part entière avec le reste de la planète.

Face aux désarrois des peuples occidentaux, par la dislocation des marchés intérieurs (cas de l'Irlande, de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, etc.) voire africains par absence de marchés intérieurs, et cela dans le contexte quadripartite planétaire actuel (Amériques, Europe, Asie, Afrique), il devient urgent que chacun cesse de se dérober à ses responsabilités pour éviter la conflagration généralisée, en soi la guerre des géants comme régulateur. Aujourd'hui, avec la "révolution de Jasmin", est-il logique que le maintien des marchés intérieurs dits développés continuent de se faire sur la nécessité d'exportation à tout-va vers des pays quasi insolubles ? La solution perdurable se trouve bel et bien sur la valeur ajoutée intégrée par l'Afrique elle-même pour ne pas participer du pré carré de quiconque, si ce n'est d'elle-même. L'Europe et les Etats-Unis, en organisant leurs relations avec l'Afrique en partenariat efficace et équilibré, seront mieux à même de contribuer à notre marché intérieur sachant qu'ils sont « créateurs » et devraient être « garants » de la masse monétaire circulant sur la planète que les autres pays utilisent dans les échanges inter Nations, la « richesse » des nouvelles élites locales étant alors exprimées avec la monnaie des autres au détriment de leurs marchés intérieurs considérés à la marge et comme portion congrue, considérant l'export comme seul fondamental à courte vue pour constituer des trésors ailleurs, et non pour acquérir les moyens du développement local !

Avec le "printemps arabe", les politiques européens, et surtout français, doivent sortir des sentiers « Françafric » pour construire ces partenariats France-Afrique avec les démocrates et républicains africains afin d'enterrer la mondialisation ultra voire néo libérale qui s'assimile de fait au néo colonialisme avec l'assentiment des élites locales et amorcer un développement endogène des Nations souveraines où l'export inter Nations est à la marge, le fondamental étant avant tout le développement intérieur en proportion équilibrée avec ce que les marchés externes peuvent fournir pour développer de façon endogène nos échanges internes ; seuls ceux-ci vont participer directement à notre qualité de vie, au lieu de nous laisser à la portion congrue ; c'est cela la nouvelle mondialisation éthique où chaque Nation, par son marché intérieur à la fois consommateur et producteur d'abord pour lui-même avec export à la marge pour la compensation de ce qui nous manque, deviendra un havre de paix, une planète bleue où il fera bon vivre le bail accordé par nos Ancêtres et permettre à nos Enfants de poursuivre, une nouvelle mondialisation à développement endogène tenant compte des enjeux majeurs de la planète en préservant les différences, sans subir l'hégémonie d'un génome quel qu'il soit !

Lau niveau du Congo

Au niveau local de notre pays, comment assumer dans la paix la "révolution de Jasmin" ? Dans le message à la Nation et Vœux en 2010, lors des Vœux à la Presse le 14 janvier 2010, nous avons souligné que « *Changer d'année pour tout pays, dont le nôtre, le Congo na biso, est l'occasion pour les responsables politiques de fixer le cap des réalisations et des objectifs à atteindre.* » Le cap fixé par le Président de la République dans son discours de serment d'investiture a-t-il été atteint pour conjurer le même sort alors que notre pays présente tous les symptômes qui ont contraint la Tunisie et l'Égypte à des changements inopinés et forcés ? A méditer le mot de Marx qui, en substance, disait que lorsque l'Histoire se répète, c'est le plus souvent quand un avènement naît dans le drame, il se reproduit le plus souvent dans la farce !

Pour notre pays, chacun sait que le PCT/RMP a proposé, dans les meeting de salle, la rupture des relations diplomatiques entre Brazzaville et Paris à la suite de l'Arrêt de la Cour de Cassation pris par la Justice française pour se rallier au colonel Kadhafi ; le taux d'abstention de 90% lors de l'élection présidentielle de juillet 2009 semble devoir être le même lors des élections législatives prévues en 2012 si le recensement de la Population et de l'Habitat n'est pas assuré selon les méthodes normales avec la participation des représentants des partis politiques et de la société civile au sein d'une commission nationale, cela au vu du précédent en Côte-d'Ivoire sur la validation des résultats par le Conseil Constitutionnel contestée par les Nations Unies. Dans ce contexte, que fera le Président de la République ; attendre la débâcle ou anticiper le prévisible alors que le pouvoir souverain vit dans la hantise des manifestations qu'on étouffe ici et là à coup de millions de subventions ou de paiements d'arriérés de salaire pour colmater les brèches d'où pourraient partir le feu ? Ce qui est tout aussi désastreux car pourquoi faire aujourd'hui ce que l'on aurait pu faire depuis toujours compte tenu du flux annuel de devise ? C'est une forme avérée de « ben alisme » et un aveu tardif d'impuissance. Peu importe qui mènera les vraies réformes qui conduiront à la construction progressive de notre marché intérieur dans la paix avec les moyens que nous fourniront nos clients à la fois fournisseurs des équipements qu'ils nous construiront pour mettre à la disposition de nos investisseurs nationaux en vue d'une production d'abord centrée sur nous-mêmes avec export à la marge ; c'est clair, nous n'avons pas pour objectif de devenir les fournisseurs des autres que dans un cadre équilibré d'échanges équilibrés comme doivent l'être les jeux inter Nations.

Maintenant, que le cap du « *Chemin d'avenir* » n'ait pas été tenu n'est que prévisible tant que l'on ne change pas de méthode, et surtout d'équipage lequel manque d'appréciation objective et réaliste de la situation de crise financière majeure entre toutes les Nations, et d'évaluation sur les buts des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) définis par les Nations-Unies. Nous n'avons cessé d'écrire et de dire que la crise financière qui perdure est une opportunité pour notre pays, pour toute l'Afrique, pour tout Pays Très Endettés, finalement pour toute la planète, car cette crise, surtout celle à venir à terme plus ou moins lointain, voire près, résulte avant tout des excès d'émission de monnaie liquide par rapport aux besoins de la répartition.

Il est indispensable de préserver nos relations internationales en établissant des partenariats de gré à gré solides et équitables pour tous par des flux d'échange économique bien compris, et non par des flux financiers ex nihilo de mainmise et de mise sous tutelle des pays souverains. C'est une opportunité pour tous, pays pauvres et pays riches au sens de créateurs de monnaie par le biais d'un crédit abusif émis au seul motif de capturer les ressources naturelles des pays dit conventionnellement pauvres, les endettant à jamais par un processus fallacieux sans fin et infernal de remboursement d'une monnaie qui, à l'initial, n'existait pas, et qui n'existe in fine que par notre remboursement à terme qui se substitue alors de fait à notre pouvoir d'achat !

Parce qu'à un terme que l'on éloigne sans cesse pour des raisons bien compréhensibles, seul un dépôt de bilan généralisé du bilan planétaire permettra de rééquilibrer les comptes, par un arrêt sur image en réinitialisant le système par une nouvelle donne monétaire à mettre en place voire à contrôler par tous les Etats afin de susciter la motivation à produire et à consommer selon le précepte altruiste « *qui rentre à mon service doit être traité aussi bien que moi !* »

Et le corollaire à ce recul permanent du dépôt de bilan généralisé à l'échelon planétaire, c'est le rejet sur l'autre des difficultés que tous subissons, ce que l'on nomme communément et de façon péjorative des politiques populistes qui stigmatisent l'étranger car on est tous étranger à l'autre, lesquelles se distinguent des politiques nationales à bien comprendre dans leur inter action réciproque qui n'ont jamais pour vocation larvée de gruger voire duper les partenaires. Enfin, devrait-il en être ainsi dans la mondialisation nouvelle où l'éthique serait à l'honneur, car la montée des politiques populistes a toujours été le prélude aux affrontements sanglants, non pas dans l'intérêt des Peuples, mais en leur faisant croire que leur survie était à ce prix !

La question que nul ne se pose

La grande question non dite, c'est le rapport objectif des monnaies souveraines entre elles ; c'est tout le dilemme de l'Europe où l'on voit les limites objectives à coupler arbitrairement et volontairement des monnaies dont les marchés intérieurs diffèrent les uns des autres sans tenir compte des structures de chacun, se disant que l'intendance suivra ; mais l'on voit où l'on en est aujourd'hui avec le cas de tous les pays, y compris les pays dits développés tous en déficit. N'y a-t-il pas quelque chose d'absurde, donc de risible, à voir des pays endettés à prêter à des pays endettés comme si l'endettement permanent avait pour seule motivation la dépendance !

Aussi, pour notre Pays, la seule façon de conjurer le sort, pour que le « *Chemin d'avenir* » aboutisse vers le « *Nouveau Congo* » voulu par le Président de la République c'est-à-dire vers *Congo na biso*, c'est un vrai Plan Directeur qui mobilise les devises acquises par l'échange de nos ressources naturelles en échange des équipements des pays des Mers du Nord pour que nos nationaux puissent produire par eux-mêmes d'abord pour eux-mêmes, s'échangeant entre eux les fruits effectifs de leur action, l'export n'étant qu'à la marge, jamais l'objectif de fond. C'est cela la vocation du marché intérieur, pas seulement pour nous, mais pour tous les pays mêmes développés où le but est d'abord le bien-être chez soi par soi-même, sans être assisté.

C'est tout notre pays, le Congo na biso, qu'il nous faut reconstruire tous ensemble pour l'avenir, depuis ses institutions, son économie par le marché intérieur, jusqu'à son tissu social. C'est pourquoi, j'appelle le PCT et les autres forces politiques d'être parties prenantes dans cette formidable et merveilleuse aventure qu'est le CHANGEMENT.

Certes, les politiques de Grands Travaux sont nécessaires, mais à dose homéopathique pour ne pas assécher les ressources en devises en les mobilisant massivement sur un objectif unique. Ne pas oublier qu'une fois la Grande Pyramide construite, il faut en faire une autre pour ne pas détruire le marché intérieur induit, lequel doit être l'objectif primordial et permanent. Ne pas oublier non plus que tous les équipements acquis en extérieur vont participer avant tout du marché intérieur de nos fournisseurs lesquels vont utiliser les ressources acquises chez nous ; l'on voit la limite précaire et judicieuse d'un système complémentaire, éthique et perdurable ; parler de changement, c'est s'engager sans équivoque pour l'émergence du Marché Intérieur des Nations souveraines afin de constituer un ensemble cohérent, les Etats-Unis de l'Afrique Centrale, et préfigurer l'Union Africaine, celle des Peuples, et non celle des Présidents à vie !

Ce changement s'impulsera façon « *jasmin* » avec l'ensemble des forces vives de nos Pays, mais sans détruire le cordon ombilical avec le passé ; inutile de couper les têtes façon royale car il nous faut garder la continuité avec le passé sans perdre la connaissance ni les clés. Quels que soient les biens mal acquis, ceux-ci ne sont pas la cause fondamentale de notre situation ; et encore faudrait-il définir la notion de biens mal acquis dans la mesure où n'est même pas défini entre nous un contrat social de répartition stable à tous niveaux des revenus en fonction des actions effectives de chacun, au mérite, et non à la prébende qui prévaut alors par défaut.

Pour que le Congo conjure ses mauvais démons, il nous faut créer l'Union Nationale pour la République à ne faire au détriment de personne, mais pour rassembler toutes les Congolaises et tous les Congolais autour de notre objectif majeur : une politique de répartition au mérite de nos revenus intérieurs à faire surgir de façon endogène de notre marché interne qui devra être à la fois productif et consommateur d'abord pour nous, à susciter progressivement de façon concomitante et équilibrée à celle des Grands Travaux pour créer nos infrastructures. Tous ces travaux se feront au même rythme dans toutes les régions de la République Une et Indivisible née le 28 Novembre 1958, dont la première fête nationale a été célébrée le 28 novembre 2010.

Un simple constat

Il faut se résoudre à ce constat simple : la politique de l'Ecureuil avec plus-value et bénéfice qui ne se dépensent jamais n'est pas appropriée pour engager la politique des revenus qui doit générer notre propre qualité de vie par nous-mêmes et satisfaire essentiellement notre propre consommation intérieure. Produire en vue de consommer sera générateur d'emplois productifs en se rappelant que

l'emploi est tout aussi utile par l'action effective que par le revenu reçu ; ce qui implique une formation des jeunes adaptée à chacun, faisant en sorte que les meilleurs et les plus aptes deviennent un jour les cadres de nos entreprises à réhabiliter voire à créer !

La mise en place de notre marché intérieur, créateur en multi produit et multi service, suppose la mise en place d'une masse monétaire en flux tournant, pour se payer les uns les autres, et qui doit nous être spécifique pour ne pas s'évaporer car l'export, pour compenser l'import des équipements, se fait en monnaies (euro et dollar) qui n'ont pas cours légal et forcé dans notre Congo na biso, avec des échanges internes à nous à faire nécessairement en monnaie locale. Donc, à commencer par le commencement, à savoir un recensement fiable de la Population et de l'Habitat pour définir la masse monétaire devant assurer notre répartition interne et une qualité de vie décente de tous nos citoyens, en adaptant l'export à la réalité de notre marché !

Modeste BOUKADIA – Ancien candidat déclaré à la Présidence du Congo en 1997 et 2009.
Président du Cercle des démocrates et républicains du Congo -

Brazzaville, le 02 mai 2011 – paru dans le journal *La Rue meurt* N° 698 du vendredi 17 juin 2011.